

## TEXTES APPLICABLES

---

- Loi n° 70-1322 du 31 décembre 1970 concernant l'ouverture d'options de souscription ou d'achat d'actions au bénéfice du personnel des sociétés ;

*insérée sous les articles 208-1 et suivants de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales*

- Décret n° 71-418 du 7 juillet 1971 ;

*inséré sous les articles 174-8 et suivants du décret n° 67-236 du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales*

- Loi n° 84-578 du 9 juillet 1984 ;
- Décret n° 84-1074 du 23 novembre 1984 ;
- Décret n° 85-21 du 4 janvier 1985 ;
- Loi n° 85-695 du 11 juillet 1985 ;
- Loi n° 85-1321 du 14 décembre 1985 ;
- Loi n° 87-416 du 17 juin 1987 ;
- Ordonnance du 21 octobre 1986 ;
- Loi n° 95-116 du 4 février 1995 portant diverses dispositions d'ordre social ;
- Instruction fiscale du 12 mai 1995 ;
- Circulaire DSS/SDFGSS/5B/97/255 du 4 avril 1997 ;
- Instruction fiscale du 18 mai 1998 - BOI - 5B-11-98 ;
- Instruction 5F-12-98 du 18 juin 1998 ;
- Loi n° 98-546 du 2 juillet 1998 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier ;

*JO du 3 juillet 1998, p. 10127*

- Loi n° 2001-152 du 19 février 2001 sur l'épargne salariale ;

*JO n° 43 du 20 février 2001*

- Loi n° 2001-420 du 15 mai 2001 relative aux nouvelles régulations économiques ;

*JO du 16 mai 2001*

- Loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de finances pour 2005 ;

*JO n° 304 du 31 décembre 2004*

- Loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de finances pour 2005 (rectificatif) ;

*JO n° 26 du 1er février 2005*

- Circulaire du 14 septembre 2005 relative à l'épargne salariale ;

*JO n° 255 du 1er novembre 2005*

- Ordonnance n° 2005-429 du 6 mai 2005 modifiant le Code monétaire et financier ;

- Loi n° 2005-842 du 26 juillet 2005 (article 43 II) ;

*JO du 27 juillet 2005*

- Loi n° 2006-1770 du 30 décembre 2006 ;
- Lettre circulaire ACOSS n° 2007-048 du 6 mars 2007 ;
- Loi n° 2008-1258 du 3 décembre 2008.